

**FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PECHE ET DE PROTECTION
DU MILIEU AQUATIQUE D'EURE ET LOIR**

~~~~~

**Etablissement reconnu d'utilité publique pour la mise en valeur du domaine piscicole
Association agréée de protection de l'environnement**

~~~~~

**Siège social : Le Moulin à Papier
28400 SAINT JEAN PIERRE FIXTE**

~~~~~

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

~~~~~

E X E R C I C E 2 0 2 4
1^{er} janvier - 31 décembre

**FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PECHE ET DE PROTECTION
DU MILIEU AQUATIQUE D'EURE ET LOIR**

~~~~~

**Etablissement reconnu d'utilité publique pour la mise en valeur du domaine piscicole
Association agréée de protection de l'environnement**

~~~~~

**Siège social : Le Moulin à Papier
28400 SAINT JEAN PIERRE FIXTE**

~~~~~

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

~~~~~

**EXERCICE 2024
CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

~~~~~

Aux membres de l'organe délibérant,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par la décision de votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la **FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PECHE ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE D'EURE ET LOIR** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Je vous informe que les appréciations auxquelles j'ai procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe délibérant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CHARTRES, le 20 mars 2025

Pour la Société Thierry MOREL et Associés
Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre
Le mandataire social et responsable technique
Thierry MOREL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre
56, rue du Grand Faubourg
28000 CHARTRES

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles (1)				
Immobilisations corporelles	1 837 500	880 827	956 673	958 286
Terrains	716 588	0	716 588	677 469
Aménagements de terrains, étangs	314 946	212 511	102 435	115 045
Bâtiments	223 765	155 623	68 142	75 052
Installations générales agencements	288 220	272 052	16 168	18 576
Installations techniques, matériels, outils	112 986	77 680	35 306	7 910
Matériels de transport	95 496	92 194	3 302	6 619
Matériels de bureau et informatique	25 924	22 438	3 486	3 877
Mobiliers	8 071	4 965	3 105	3 636
Matériels d'animation	51 503	43 363	8 140	9 533
Terrains en cours d'acquisition	0	0	0	40 570
Avances et acomptes versés sur immob. Corporelles	0	0	0	0
Immobilisations financières (2)	11 943	0	11 943	11 425
Parts sociales	10 480	0	10 480	10 120
Cautions versées	1 463	0	1 463	1 305
TOTAL I	1 849 442	880 827	968 616	969 710
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	2 642		2 642	1 148
Combustible	2 642		2 642	1 148
Avances et acomptes versés sur commandes	114		114	0
Créances	217 958		217 958	232 355
Usagers et comptes rattachés	0		0	0
Subventions d'investissement à recevoir	23 332		23 332	71 235
Subventions d'exploitation à recevoir	167 140		167 140	126 401
Autres produits	27 485		27 485	34 718
Valeurs mobilières de placement	100 000	1 176	98 824	95 964
Autres titres (obligations)	100 000	1 176	98 824	95 964
Disponibilités	220 416		220 416	206 369
Crédit Agricole				
Compte courant	1 452		1 452	7 964
Livret association	30 424		30 424	21 185
Crédit Mutuel				
Compte courant	12 312		12 312	10 963
Livret bleu	81 180		81 180	78 816
Livret OBNL	94 593		94 593	86 949
Intérêts courus	422		422	422
Caisse	34		34	70
Charges constatées d'avance (3)	9 145		9 145	13 998
TOTAL II	550 275	1 176	549 099	549 834
Charges à répartir sur plusieurs exercices III	0		0	0
Primes de remboursement des obligations IV	0		0	0
Ecarts de conversion Actif V	0		0	0
TOTAL GENERAL I+II+III+IV+V	2 399 717	882 003	1 517 715	1 519 545

- (1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

MNG
VF



THIERRY MOREL ET ASSOCIES
S.A. d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
56, rue du Grand Faubourg
28000 CHARTRES
Tél. : 02 37 36 50 04

PASSIF	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres	999 085	995 283
Fonds associatifs sans droit de reprise	556 030	556 030
Report à nouveau	439 252	441 656
Résultat de l'exercice	3 802	-2 404
Autres fonds associatifs	287 528	315 132
Fonds associatifs avec droit de reprise	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables	287 528	315 132
Etat et collectivités territoriales	101 485	84 259
FNPF	169 848	164 722
AAPPMA	251	565
Agences de l'Eau	137 680	137 681
Autres	131 302	131 226
Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-253 038	-203 321
Provisions réglementées	0	0
Droit des propriétaires	0	0
TOTAL I	1 286 613	1 310 415
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	52 817	41 106
Litiges	6 806	0
Indemnité de départ en retraite	46 011	41 106
Provisions pour charges	0	8 463
Travaux	0	0
Autres provisions	0	8 463
TOTAL II	52 817	49 569
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	0	0
Fonds dédiés sur autres ressources	0	0
TOTAL III	0	0
DETTES (1)		
Emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Cautionnements	0	0
Avances et acomptes reçus	0	0
Dettes fournisseurs	12 746	9 402
Fournisseurs	4 540	2 462
Fournisseurs factures non parvenues	8 206	6 940
Dettes fiscales et sociales	52 098	51 009
Dettes provisionnées pour congés payés	20 699	20 107
Dettes provisionnées pour RTT/Repos compensateurs	2 152	2 659
Organismes de sécurité sociale	10 456	9 948
Autres organismes sociaux	4 866	4 303
Organismes sociaux charges à payer	8 155	8 214
Etat Impôt sur les bénéfices	1 288	1 080
Etat charges à payer	4 483	4 698
Autres dettes	112 565	97 650
Autres charges à payer	257	2 540
Subventions aux AAPPMA	24 296	28 052
Cartes de pêche dépositaire Fédération	112	0
Cotisations aux agences de l'eau	60 754	63 381
Subventions reçues par anticipation sur actions non démarrées	27 146	3 677
Produits constatés d'avance	875	1 500
TOTAL IV	178 284	159 561
Ecart de conversion Passif V	0	0
TOTAL GENERAL I+II+III+IV+V	1 517 715	1 519 545

THIERRY MOREL ET ASSOCIES
S.A. d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
56, rue du Grand Faubourg
28000 CHARTRES
Tél. : 02 37 36 50 04

- (1) Dont à plus d'un an = 0 €
Dont à moins d'un an = 178 284 €
- (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque

M N 6

Y.F.

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 au 31/12/2023 12 mois	Variation en Montant	Variation en %
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)				
Subventions d'exploitation	314 704	412 828	-98 125	-24%
Conseil Départemental	34 000	50 209	-16 209	-32%
Conseil Régional	12 000	13 034	-1 034	-8%
FNPF	184 227	182 242	1 985	1%
Agence de l'eau	69 617	153 144	-83 526	-55%
Etat apprentissage-service civique	0	0	0	-
Association Régionale des Fédérations de Pêche	-1 041	4 041	-5 082	-126%
EHGO	13 441	8 659	4 783	55%
Diverses	2 459	1 500	959	64%
Reprises et Transferts de charges	15 981	10 440	5 542	53%
Reprises sur provisions	8 463	3 750	4 714	126%
Reprise sur provision pour risques et charges	8 463	3 750	4 714	126%
Transferts de charges	7 518	6 690	828	12%
Services extérieurs	6 777	4 643	2 135	46%
Impôts et autres versements	741	734	7	1%
Charges de personnel	0	1 313	-1 313	-100%
Cotisations	224 910	224 800	110	0%
Cartes "Personne Majeure" Interfédérale	74 966	73 619	1 348	2%
Cartes "Personne Majeure"	59 371	59 994	-622	-1%
Cartes "Personne Majeure-Offre d'automne"	1 619	1 722	-103	-6%
Cartes "Femme"	3 979	4 118	-140	-3%
Cartes "Personne Mineure"	13 171	13 057	114	1%
Cartes "Découverte"	5 721	5 934	-213	-4%
Cartes "Hebdomadaire"	2 301	2 090	211	10%
Cartes "Journalière"	11 448	10 182	1 267	12%
Vignettes E.H.G.O. Interfédérales	50 964	52 344	-1 380	-3%
Vignettes E.H.G.O.	795	1 166	-371	-32%
Cotisation FD des AAPPMA	575	575	0	0%
Autres produits	118 728	127 814	-9 086	-7%
Vente de coupe de bois	0	4 000	-4 000	-100%
Produits des activités annexes	1 131	765	366	48%
Revenus des immeubles non affectés aux activités	958	0	958	-
Dons perçus	280	200	80	40%
Livraison cartes Internet	405	415	-10	-2%
Produits des transactions, dommages et intérêts	5 387	3 855	1 532	40%
Répartition E.H.G.O.	9 618	7 808	1 810	23%
Frais administratifs EHGO	49 946	46 368	3 578	8%
Animations halieutiques	9 935	8 687	1 249	14%
Prestations techniques	0	800	-800	-100%
Publicité brochure	1 500	1 860	-360	-19%
Remboursements divers des AAPPMA	39 282	52 920	-13 638	-26%
Autres produits de gestion courante	286	137	149	109%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	674 323	775 882	-101 559	-13%
CHARGES D'EXPLOITATION (2)				
Achats	69 037	48 624	20 413	42%
Achats de matières premières	7 583	5 360	2 222	41%
Variation de stocks	-1 494	2 807	-4 301	-153%
Alevinage plans d'eau Fédéraux	16 849	10 287	6 562	64%
Fournitures électricité/eau	3 548	2 758	790	29%
Fournitures de carburant	5 537	6 556	-1 019	-16%
Fournitures de petit équipement	28 243	17 896	10 347	58%
Fournitures de bureau	509	732	-223	-30%
Fournitures d'habillement	6 662	968	5 695	588%
Fournitures Entretien/Consommables	1 600	1 260	340	27%
Autres charges externes (3) (4)	78 669	201 379	-122 711	-61%
Locations	7 046	6 188	858	14%
Travaux d'entretien et de réparation				
Bâtiments	6 842	8 886	-2 044	-23%
Terrains barrages étangs	46 680	168 349	-121 669	-72%
Véhicules	3 908	1 935	1 973	102%
Mobilier matériel outillage	3 627	6 011	-2 384	-40%

THIERRY MOREL ET ASSOCIES
S.A. d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
56, rue du Grand Faubourg
28000 CHARTRES
Tél. : 02 37 36 50 04

MMG
YF

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 au 31/12/2023 12 mois	Variation en Montant	Variation en %
Primes d'assurance				
Véhicules	2 538	2 308	230	10%
Autres assurances	7 395	7 039	356	5%
Abonnements	634	664	-30	-5%
Autres services extérieurs	75 277	76 722	-1 445	-2%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 716	13 209	-4 492	-34%
Foires, expositions et concours	10 049	5 504	4 545	83%
Cadeaux divers	1 230	1 138	92	8%
Catalogues, imprimés, brochures	4 428	4 251	177	4%
Promotions diverses	11 911	11 586	326	3%
Déplacements missions réceptions	27 803	31 467	-3 664	-12%
Frais postaux et télécommunications	3 683	3 551	132	4%
Services bancaires et assimilés	296	298	-2	-1%
Adhésions AR/UB	1 991	1 960	31	2%
Frais de formation	2 412	1 087	1 324	122%
Autres participations	2 758	2 672	86	3%
Impôts, taxes et versements assimilés	11 292	9 724	1 568	16%
Taxe sur les salaires	2 958	1 939	1 019	53%
Formation continue	1 494	1 373	121	9%
Impôts Fonciers	6 840	6 412	428	7%
Charges de Personnel	369 870	350 621	19 249	5%
Rémunérations du personnel	272 958	260 261	12 696	5%
Charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	95 393	88 920	6 473	7%
Autres charges de personnel	1 520	1 440	80	6%
Autres charges	77 973	92 728	-14 756	-16%
Subvention pour travaux d'alevinage	5 226	3 494	1 732	50%
Subvention pour travaux piscicoles	36 120	64 084	-27 964	-44%
Subvention pour garderie/cormorans	19 235	15 529	3 706	24%
Subvention activités annexes	505	1 611	-1 105	-69%
Subvention pour repas Assemblée Générale	1 338	1 782	-444	-25%
Subvention pour concours enfants	1 312	1 252	60	5%
Subvention pour ateliers pêche nature	4 277	1 413	2 865	203%
Subvention promotion-communication	2 188	133	2 055	1550%
Subvention réciprocité 1ère catégorie	4 958	3 277	1 681	51%
Subvention C.D 28/Organismes divers	2 100	0	2 100	0%
Autres charges de gestion courante	713	154	559	362%
Dotations aux amortissements/provisions	47 789	41 948	5 841	14%
Amortissements Immoys corporelles	36 077	30 927	5 151	17%
Provisions pour risques et charges	11 711	11 021	690	6%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	729 906	821 745	-91 840	-11%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-55 583	-45 863	-9 719	-21%
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Excédent ou déficit transféré	0	0	0	0%
Déficit ou excédent transféré	0	0	0	0%
PRODUITS FINANCIERS				
Produits nets sur cessions VMP	0	0	0	0%
Reprises de prov. pour dépréciation des éléments financiers	2 860	2 020	840	42%
Autres produits financiers	8 095	6 953	1 142	16%
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	10 955	8 973	1 982	22%
CHARGES FINANCIERES				
Intérêts et charges assimilées	0	0	0	0%
Charges nettes sur cessions VMP	0	0	0	0%
Dotations aux prov. pour dépréciation éléments financiers	0	0	0	100%
Autres charges financières	0	0	0	0%
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	0	0	0	0%
RESULTAT FINANCIER	10 955	8 973	1 982	22%
RESULTAT COURANT	-44 628	-36 891	-7 738	-21%

THIERRY MOREL ET ASSOCIES
S.A. d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
56, rue du Grand Faubourg
28000 CHARTRES
Tél. : 02 37 36 50 04

MN 6
YF

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 au 31/12/2023 12 mois	Variation en Montant	Variation en %
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	0	0	0	0%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0	0	0%
Sur opérations en capital	49 718	35 567	14 150	40%
Produits de cession d'éléments d'actifs	0	0	0	0%
Quote part des subventions d'investissements	49 718	35 567	14 150	40%
Reprises sur amortissements et provisions exceptionnels	0	0	0	0%
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	49 718	35 567	14 150	40%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	0	0	0	0%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0	0	0%
Sur opérations en capital	0	0	0	0%
Valeur nette comptable actifs cédés	0	0	0	0%
Dotations aux amortissements et provisions exceptionnels	0	0	0	0%
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	0	0%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	49 718	35 567	14 150	40%
Participation des salariés au résultat	0	0	0	0%
Impôts sur les bénéfices	1 288	1 080	208	19%
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0	0	0	0%
Engagements à réaliser sur ressources affectées	0	0	0	0%
TOTAL DES PRODUITS	734 996	820 422	-85 426	-10%
TOTAL DES CHARGES	731 194	822 825	-91 632	-11%
EXCEDENT OU DEFICIT	3 802	-2 404	6 206	258%
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Ressources	En cours de recensement			
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL				
Emplois	En cours de recensement			
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL				

- (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) Crédit-bail mobilier
(4) Crédit-bail immobilier

MM6

YF



THIERRY MOREL ET ASSOCIES
S.A. d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
56, rue du Grand Faubourg
28000 CHARTRES
Tél. : 02 37 36 50 04

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 1 517 715 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un bénéfice 2024 de 3 802,24 euros, à comparer à un déficit 2023 de 2 403,54 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

La Fédération d'Eure et Loir pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique a pour objet :

- Le développement durable de la pêche amateur, la mise en œuvre d'actions de promotion du loisir-pêche par toutes mesures adaptées, en cohérence avec les orientations nationales ;
- La protection des milieux aquatiques, la mise en valeur et la surveillance du domaine piscicole départemental.

Pour la poursuite de ses objectifs, la Fédération de Pêche d'Eure et Loir est chargée :

- De participer à l'organisation et à la connaissance de la pratique de la pêche, à toutes les actions en faveur de la promotion et du développement du loisir pêche, en favorisant en particulier la réciprocité et en élaborant des orientations départementales en faveur du développement durable du loisir pêche.
- De concourir au développement du tourisme et de l'activité économique du département.
- De mener des actions d'information, de formation et d'éducation en matière de protection des milieux aquatiques et du patrimoine piscicole et d'éducation à l'environnement, au développement durable et à la biodiversité.
- De susciter et coordonner les activités des associations adhérentes, de les soutenir en leur apportant une assistance financière, technique et juridique, de veiller à la bonne exécution de leurs obligations statutaires et d'assurer sur le plan départemental toutes les liaisons nécessaires avec l'administration et de centraliser les informations. Elle pourra souscrire au dispositif d'adhésion par internet mis à disposition des AAPPMA et géré par la Fédération nationale.
- D'établir, un plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles, conformément à l'article L. 433-4 du code de l'environnement et de veiller à la compatibilité des plans de gestion des associations adhérentes avec ce plan.
- De donner un avis aux autorités compétentes sur tout aménagement ou mesure susceptible de porter atteinte à la qualité des milieux aquatiques, à leurs peuplements piscicoles et à la pratique de la pêche, ainsi que sur la création de piscicultures et de proposer des mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation si nécessaire.
- De concourir à la police de la pêche et de veiller à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques, en particulier en participant à la répression du braconnage, à la lutte contre la pollution des eaux et la destruction des zones essentielles à la vie du poisson, et en œuvrant

en faveur du maintien dans les cours d'eau de débits garantissant la vie aquatique et la libre circulation des espèces piscicoles. La fédération peut commissionner des agents de développement agréés sur les cours d'eau domaniaux et non domaniaux, dans les conditions prévues à l'article L. 437-13 du code de l'environnement.

- D'effectuer, sous réserve des autorisations nécessaires, tous travaux et interventions de mise en valeur piscicole, tels des inventaires piscicoles, la constitution de réserves, l'aménagement de frayères, des opérations de repeuplement, l'établissement de passes à poissons et, plus généralement, toute réalisation nécessaire à l'accomplissement du but qu'elle s'est fixé.
- De détenir à titre onéreux ou gratuit, éventuellement dans le cadre des articles L. 432-1 et L. 435-5 du code de l'environnement, des droits de pêche qu'elle exploite dans l'intérêt des membres des associations adhérentes. Elle est alors assujettie aux mêmes obligations de protection et de gestion que ces associations pour les droits ainsi exploités.
- Conformément à l'article L. 434-5 du code de l'environnement, d'acquitter automatiquement la cotisation « pêche et milieux aquatiques » auprès de la Fédération nationale par le biais du site Internet d'adhésion géré par la Fédération nationale.
- Dans le cadre du dispositif d'adhésion par internet précité, de recevoir le produit des cotisations statutaires, déduction faite de la cotisation « pêche et milieux aquatiques ». La fédération départementale conserve le produit des cotisations fédérales et reverse la redevance pour la protection du milieu aquatique à l'agence de l'eau et la cotisation statutaire revenant à l'AAPPMA. Par dérogation, les ADAPAEF reçoivent la totalité du montant restant des cotisations statutaires de leurs membres.
- D'associer à ses travaux les associations de pêche spécialisées.

Faits caractéristiques de l'exercice

- Acquisition le 24 Janvier 2024 pour un montant de 11 783,81 euros d'une parcelle d'une surface de 0Ha 55a et 50ca, située sur le site du plan d'eau « Les Gollions » sur la commune de Courville-sur-Eure. Cette acquisition a permis à la Fédération de Pêche d'Eure et Loir de devenir propriétaire de l'ensemble de ce site.
- Acquisition le 29 février 2024 pour un montant de 27 302,76 euros d'une parcelle dénommée « Le Pont Franchet », d'une surface de 3Ha 1a et 3ca, comprise entre deux bras de l'Avre et située sur la commune de Muzy dans le département de l'Eure. Cette acquisition a été effectuée avec l'accord de la Fédération de Pêche de l'Eure. Il s'agit d'une parcelle gérée depuis une trentaine d'années par l'Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de Saint Rémy sur Avre. Elle est utilisée comme prairie de fauche par un agriculteur qui s'acquitte d'un loyer versé à la Fédération de Pêche d'Eure et Loir, à compter de la date d'achat. L'objectif de cette acquisition est de pérenniser un droit de pêche historique sur l'un des plus beaux cours d'eau du département et de préserver la parcelle en l'état. Cette acquisition a bénéficié de subventions des partenaires suivants : l'Agence de l'Eau Seine Normandie, la Fédération Nationale de la Pêche et l'Entente Halieutique du Grand Ouest.
- Acquisition le 28 mai 2024 pour un montant de 330 euros de deux parcelles d'une surface respective de 701 m² et 792 m², situées en bordure de la blaise sur la commune de Vernouillet. Cette acquisition est intervenue suite à une sollicitation du Conseil Départemental d'Eure et Loir, propriétaire de ces parcelles et qui a souhaité s'en séparer car sans intérêt pour cette collectivité. De son côté, la Fédération de Pêche d'Eure et Loir, étant déjà propriétaire de parcelles sur ce secteur dénommé « Chemin de Vollard », dans la continuité des deux

parcelles mises en vente par le Conseil Départemental d'Eure et Loir, a logiquement accepté cette proposition du fait de son intérêt halieutique. Le projet s'inscrit dans une démarche partenariale entre la Fédération de pêche et Protection du Milieu Aquatique et le Département d'Eure-et-Loir.

- Le 10 octobre 2024, suite à des précipitations importantes qui se sont produites tout au long de la journée, les locaux du siège social ont été inondés occasionnant de nombreux dégâts dans les bâtiments et au niveau des matériels. Une déclaration de sinistre a été effectuée auprès de la compagnie d'assurance AXA, prise en charge dans le cadre d'une procédure de reconnaissance d'un état de catastrophe naturelle reconnu pour la commune de Saint Jean Pierre Fixte par arrêté ministériel du 23 octobre 2024.
- Comptabilisation d'une provision pour charge d'un montant de 4 806,00 euros, relative à un dossier de demande de subvention déposé au titre de l'année 2021 auprès de la Fédération Nationale de la Pêche en France. Cette provision s'explique par le fait que l'ensemble des données permettant la réception de ce dossier ne sera probablement pas disponible à la date d'échéance du versement de cette aide.
- Comptabilisation d'une provision pour charge d'un montant de 2 000,00 euros, relative à un dossier de demande de subvention déposé au titre de l'année 2023 auprès de l'Association des Fédérations de Pêche de la région Centre Val de Loire. Cette provision s'explique par le fait que l'ensemble des données permettant la réception de ce dossier ne sera probablement pas disponible à la date d'échéance du versement de cette aide.

Changements de méthodes comptables

Néant.

Référentiel comptable

Les comptes de l'Association ont été établis dans le respect des conventions comptables de base, notamment selon les principes suivants :

- Principe de prudence,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre,
- Continuité d'exploitation,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France.

Les comptes annuels de l'exercice 2024 de la Fédération Départementale de Pêche d'Eure et Loir ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements N°2018-06 et N°2020-08 de l'ANC relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

THIERRY MOREL ET ASSOCIES
S.A. d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
58, rue du Grand Faubourg
28000 CHARTRES
Tél. : 02 37 36 50 04

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels	L 1 an
- Autres immobilisations incorporelles	L 2 ans à 5 ans
- Terrain	Non amortissable
- Bâtiments	L 5 à 60 ans
- Installations générales	L 5 à 20 ans
- Agencements, Aménagements et Installations	L 1 à 10 ans
- Mobilier de bureau et informatique	L 1 à 10 ans
- Mobilier	L 8 ans à 10 ans
- Matériel d'exposition	L 2 ans à 5 ans

L'incidence des nouvelles dispositions du plan comptable général n'est pas significative.

Stocks et en-cours

Les stocks de produits et de matériels sont valorisés aux prix d'achat. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent probables font l'objet d'une provision.

Au 31 décembre 2024, les provisions comptabilisées sont les suivantes :

- Provision pour indemnité de départ à la retraite :

Un complément de 4 905,24 euros a été comptabilisé à la clôture de cet exercice (Détail ci-après).

- Provisions pour charge :

- Comptabilisation d'une provision pour charge d'un montant de 4 806,00 euros, relative à un dossier de demande de subvention déposé au titre de l'année 2021 auprès de la Fédération Nationale de la Pêche en France. Cette provision s'explique par le fait que l'ensemble des

données permettant la réception de ce dossier ne sera probablement pas disponible à la date d'échéance du versement de cette aide.

- Comptabilisation d'une provision pour charge d'un montant de 2 000,00 euros, relative à un dossier de demande de subvention déposé au titre de l'année 2023 auprès de l'Association des Fédérations de Pêche de la région Centre Val de Loire. Cette provision s'explique par le fait que l'ensemble des données permettant la réception de ce dossier ne sera probablement pas disponible à la date d'échéance du versement de cette aide.

Provision pour dépréciation.

Une reprise de provision pour dépréciation des éléments financiers relative au placement obligatoire de 100 000 euros, réalisé le 24 Octobre 2016 a été comptabilisée à la clôture de l'exercice pour un montant de 2 860,00 euros. La provision est ainsi ramenée à 1 176,25 euros à la date du 31 décembre 2024. La reprise de provision a été calculée par rapport à la valorisation au 31 Décembre 2024 qui s'établit à 98 823,75 euros, soit à un niveau inférieur à la valeur nominale du placement compte tenu de l'évolution de la courbe des taux et en tenant compte de la provision de 4 036,25 euros qui avait été comptabilisée à la date du 31 décembre 2023.

Le remboursement de la valeur nominale de ce placement obligatoire est assuré à l'échéance en 2026. Il n'y a donc aucun risque à l'échéance.

Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté des salariés de la Fédération Départementale de Pêche d'Eure et Loir.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice 2024, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève à 46 011,23 euros.

Ce montant tient compte de la situation individuelle de chaque salarié, d'une part, d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association (*fonction d'une table de mortalité*) à un horizon d'un âge de la retraite actualisé à 64 ans, d'autre part. Ce montant tient compte d'un taux de charges sociales de 35,69 %. Ce montant est comptabilisé en provisions pour risques et charges.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Diminution par virement et cession	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorp.	-	-	-	-
Total I	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrain et aménagements	990 722,94	40 810,74	-	1 031 533,68
Bâtiments	223 764,97	-	-	223 764,97
Installations générales	288 220,15	-	-	288 220,15
Installations techniques, matériels, outils	102 156,59	30 081,05	19 251,35	112 986,29
Matériels de transport (1)	94 781,48	715,00	-	95 496,48
Matériels de bureau et informatique	24 996,88	1 427,37	499,99	25 924,26
Mobiliers	8 070,65	-	-	8 070,65
Matériels d'animation	49 503,48	2 000,00	-	51 503,48
Terrain en cours d'acquisition	40 569,62	-	40 569,62	-
Constructions en cours	-	-	-	-
Avances, acomptes sur commandes	-	-	-	-
Total II	1 822 786,76	75 034,16	60 320,96	1 837 499,96
Immobilisations financières				
Titres de participation	-	-	-	-
Titres immobilisés	10 120,00	360,00	-	10 480,00
Prêts	-	-	-	-
Dépôts	1 305,00	238,00	80,00	1 463,00
total III	11 425,00	598,00	80,00	11 943,00
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 834 211,76	75 632,16	60 400,96	1 849 442,96

AMORTISSEMENTS

	Valeur en début d'exercice	Augment. Dotations	Diminutions Sorties/Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorp.	-	-	-	-
Total I	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrain et aménagements	198 208,47	14 302,14	-	212 510,61
Bâtiments	148 713,22	6 909,47	-	155 622,69
Installation générales	269 644,54	2 407,91	-	272 052,45
Installations techniques, matériels, outils	94 246,97	2 684,82	19 251,35	77 680,44
Matériels de transport (1)	88 162,94	4 031,43	-	92 194,37
Matériels de bureau et informatique	21 120,03	1 817,77	499,99	22 437,81
Mobiliers	4 434,44	531,04	-	4 965,48
Matériels d'animation	39 970,08	3 392,96	-	43 363,04
Total II	864 500,69	36 077,54	19 751,34	880 826,89
TOTAL GENERAL (I+II)	864 500,69	36 077,54	19 751,34	880 826,89

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des pertes probables connues ou estimées dans le respect du référentiel comptable adopté.

	Montant au début de l'exercice	Augmentation Dotations exercice	Diminution Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provision réglementées				
Néant	-	-	-	-
Total I	-	-	-	-
Provision pour risques et charges				
Provision pour indemnité de départ à la retraite	41 105,99	4 905,24	-	46 011,23
Provision pour litiges	-	6 806,00	-	6 806,00
Provision pour travaux	-	-	-	-
Autres provisions pour risques	8 463,23	-	8 463,23	-
Total II	49 569,22	11 711,24	8 463,23	52 817,23
Provision pour dépréciation				
Stocks	-	-	-	-
Créances douteuses	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	4 036,25	-	2 860,00	1 176,25
(Compte Titres Obligations)				
Total III	4 036,25	-	2 860,00	1 176,25

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Prêt	-	-	-
Dépôt	1 463,00	-	1 463,00
De l'actif circulant			
Fournisseurs avances et acomptes	113,50	113,50	-
Subventions à recevoir	190 472,61	190 472,61	-
Etat, divers	-	-	-
Débiteurs divers à recevoir	27 485,30	27 485,30	-
Charges constatées d'avance	9 144,86	9 144,86	-
TOTAL	228 679,27	227 216,27	1 463,00

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit				
à un an maximum à l'origine	-	-	-	-
à plus d'un an à l'origine	-	-	-	-
Dettes financières	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	12 746,12	12 746,12	-	-
Subventions à verser	24 296,47	24 296,47	-	-
Personnel et comptes rattachés	22 851,16	22 851,16	-	-
Sécurité sociale et autres org. sociaux	23 476,38	23 476,38	-	-
Etat Impôt sur les bénéfices	1 288,00	1 288,00	-	-
Autres impôts, taxes et versements assimilés	4 482,50	4 482,50	-	-
Créditeurs divers	60 866,20	60 866,20	-	-
Créditeurs divers à payer	27 402,64	27 402,64	-	-
Produits constatés d'avance	875,00	875,00	-	-
TOTAL	178 284,47	178 284,47	-	-

THIERRY MOREL ET ASSOCIES
S.A. d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
56, rue du Grand Faubourg
28000 CHARTRES
Tél. : 02 37 36 50 04

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2024	31/12/2023
Autres créances		
AAPPMA	9 223,30	16 238,05
Fédération Nationale de la Pêche en France	4 016,35	3 531,30
Entente Halieutique du Grand Ouest	12 654,00	12 992,00
Divers	1 591,65	1 956,69
Total I	27 485,30	34 718,04
Subventions à recevoir		
Fédération Nationale de la Pêche en France	72 063,87	69 153,40
Agences de l'Eau (Loire-Bretagne / Seine-Normandie)	90 963,46	74 061,08
Région Centre Val de Loire	9 000,00	4 970,40
Conseil Départemental d'Eure et Loir	13 970,00	26 682,00
Entente Halieutique du Grand Ouest	2 475,28	18 164,12
Association Régionale des Fédérations de Pêche	2 000,00	4 041,14
Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique 28	-	564,82
Total II	190 472,61	197 636,96
Intérêts courus		
Valeurs mobilières de placement (Obligations)	421,67	421,67
Total III	421,67	421,67
TOTAL GENERAL (I+II+III)	218 379,58	232 776,67

DETAIL DES CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2024	31/12/2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Fournisseurs, factures non parvenues	8 205,82	6 939,78
Total I	8 205,82	6 939,78
Dettes fiscales et sociales		
Dettes prov./Congés payés	20 698,93	20 106,79
Dettes prov./RTT et repos compensateur	2 152,23	2 659,20
Charges sociales /Prov. Congés payés	7 386,47	7 254,90
Charges sociales/Prov. RTT et repos compensateur	768,03	959,49
Formation prof. à payer	-	-
Taxe sur les salaires	2 958,00	1 939,00
Locations de plan d'eau	1 524,50	2 758,51
Impôt sur les bénéfices à payer	1 288,00	1 080,00
Total II	36 776,16	36 757,89
Autres dettes		
Subventions à verser aux AAPPMA	24 296,47	28 051,78
Autres charges à payer	256,98	2 540,30
Total III	24 553,45	30 592,08
TOTAL GENERAL (I+II+III)	69 535,43	74 289,75

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	31/12/2024	31/12/2023
Loyer Plan d'eau de Luisant - 01/01/2025 au 30/09/2025	1 125,00	1 125,00
Assurance Remorque - 01/01/2025 au 21/06/2025	61,98	60,49
Assurance Bateau - 01/01/2024 au 30/06/2024	-	41,15
Abonnement à l'Echo Républicain - 01/01/2025 au 27/09/2025	199,39	199,39
Lots concours départemental jeunes - 01/01/2025 au 31/12/2025	376,45	634,87
Goodies - 01/01/2025 au 31/12/2025	3 643,66	3 807,54
Lots Fête de la pêche des enfants - 01/01/2025 au 31/12/2025	1 512,04	1 302,21
Dépliant - 01/01/2024 au 31/12/2024	-	4 020,00
Location Copieur - 01/01/2025 au 31/03/2025	258,00	258,00
Matériel débroussailleuse AAPPMA de Maintenon - 01/01/2024 au 31/12/2024	-	310,00
Matériel débroussailleuse AAPPMA de Villiers-le-Morhier - 01/01/2025 au 31/12/2025	1 239,50	2 239,50
Tenues de garde de pêche - 01/01/2025 au 31/12/2025	728,84	-
TOTAL	9 144,86	13 998,15

DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	31/12/2024	31/12/2023
Ecole Robert Desnos Saint Denis Lanneray Animations 2025 "Pêche Nature"	875,00	1 500,00
TOTAL	875,00	1 500,00

DETAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

	Charges	Produits
	-	-
	-	-
TOTAL	-	-

CREDIT BAIL

	Terrains	Constructions	Matériel / Outillage	Autres Immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE				0,00	0,00
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				0,00	0,00
Exercice en cours				0,00	0,00
Total				0,00	0,00
VALEUR NETTE				0,00	0,00
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				0,00	0,00
Exercice en cours				0,00	0,00
Total				0,00	0,00
REDEVANCES A PAYER					
A plus d'un an et moins de 5 ans				0,00	0,00
A un an au plus				0,00	0,00
Plus de 5 ans				0,00	0,00
Total				0,00	0,00
VALEUR RESIDUELLE				0,00	0,00

ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS DONNES	Montant
Autres engagements donnés	
Loyers du photocopieur restant à payer au 31 Décembre 2024	1 820,02
Intérêts courus à échoir	-
TOTAL	1 820,02

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des établs de crédit	-	-
TOTAL	-	-

REMUNERATION GLOBALE DES DIRIGEANTS

Le montant des indemnités de mandat pour l'exercice 2024 : Néant

Des remboursements de frais de déplacement sont effectués auprès des membres du CA sur présentation de pièces justificatives et après validation par le Président et le Trésorier.

THIERRY MOREL ET ASSOCIES
S.A. d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
56, rue du Grand Faubourg
28000 CHARTRES
Tél. : 02 37 36 50 04

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE VALEURS MOBILIERES

La valeur au bilan représente le prix de revient des valeurs mobilières après déductions des provisions pour dépréciation et amortissements.

Souscription le 24 Octobre 2016 d'obligations CASA au taux de 2,30 % à échéance du 24 Octobre 2026 pour un montant de 100 000 euros.

Valorisation au 31 décembre 2024 : 98 823,75 euros.

Dépréciation au 31 décembre 2024 : 1 176,25 euros.

EFFECTIF MOYEN (articles R.123-195 et R.123-196 du Code de Commerce)

	2024	2023
Cadres	3,91	3,91
Non cadres	3,69	3,34
TOTAL	7,60	7,25

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du Résultat		Augmentation		Diminution de la consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	556 030,31							556 030,31
Fonds propres avec droit de reprise	0,00							0,00
Ecart de réévaluation	0,00							0,00
Réserves	0,00							0,00
Report à nouveau	441 655,92	-2 403,54						439 252,38
Excédent ou déficit de l'exercice	-2 403,54	2 403,54		3 802,24				3 802,24
Dotations consommables	0,00							0,00
Subventions d'investissement	518 452,86			22 428,02		-314,26		540 566,62
Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-203 320,90			-49 717,68		0,20		-253 038,38
Provisions réglementées	0,00							0,00
Total	1 310 414,65	0,00	0,00	-23 487,42	0,00	-314,06	0,00	1 286 613,17

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

La Fédération de Pêche d'Eure et Loir octroie aux Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique des avantages gratuits.

	31/12/2024
Assurance des Parcours de Pêche	1 691,09
TOTAL	1 691,09

La Fédération de Pêche d'Eure et Loir est susceptible de bénéficier de contributions et d'avantages gratuits, par ses financeurs ou ses partenaires.

	31/12/2024
Néant	-
TOTAL	-

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Conformément aux articles R.123-198 et R.233-14 du Code de Commerce (décret n°2008-1487 du 30/12/2008), le détail des honoraires du commissaire aux comptes pris en charge sur l'exercice est le suivant :

- au titre du contrôle légal des comptes : 5 244,60 € TTC
- au titre de conseils et prestations de service entrant dans les diligences directement liées : NEANT

REMUNERATION DES SALARIES

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, la rémunération totale du plus haut cadre salarié s'élève à 51 070,62 € brut.

THIERRY MOREL ET ASSOCIES
S.A. d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
56, rue du Grand Faubourg
28000 CHARTRES
Tél. : 02 37 36 50 04

**FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PECHE ET DE PROTECTION
DU MILIEU AQUATIQUE D'EURE ET LOIR**



**Etablissement reconnu d'utilité publique pour la mise en valeur du domaine piscicole
Association agréée de protection de l'environnement**



**Siège social : Le Moulin à Papier
28400 SAINT JEAN PIERRE FIXTE**



**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**



**E X E R C I C E 2 0 2 4
1^{er} janvier - 31 décembre**

=====

**FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PECHE ET DE PROTECTION
DU MILIEU AQUATIQUE D'EURE ET LOIR**

~~~~~

**Etablissement reconnu d'utilité publique pour la mise en valeur du domaine piscicole  
Association agréée de protection de l'environnement**

~~~~~

**Siège social : Le Moulin à Papier
28400 SAINT JEAN PIERRE FIXTE**

~~~~~

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

~~~~~

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT
RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE 2024 - CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

~~~~~

Aux membres de l'organe délibérant,

En ma qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurai découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Fait à CHARTRES, le 20 mars 2025

Pour la Société Thierry MOREL et Associés

*Société de Commissariat aux Comptes*

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes  
de Versailles et du Centre

Le mandataire social et responsable technique

Thierry MOREL

*Commissaire aux Comptes*

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes  
de Versailles et du Centre

56, rue du Grand Faubourg  
28000 CHARTRES